

Conseil du Trésor et Ministère des Finances

Comptes rendus économique,
de la révision stratégique des
programmes et financier

Troisième trimestre 2016–2017

**Comptes rendus économique, de la révision stratégique des programmes et financier
Troisième trimestre 2016–2017**

Publié par :

Conseil du Trésor et Ministère des Finances
Gouvernement du Nouveau-Brunswick
Case postale 6000
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
E3B 5H1
Canada

Internet : www.gnb.ca/finances

Janvier 2017

Traduction :

Bureau de traduction, Service Nouveau-Brunswick

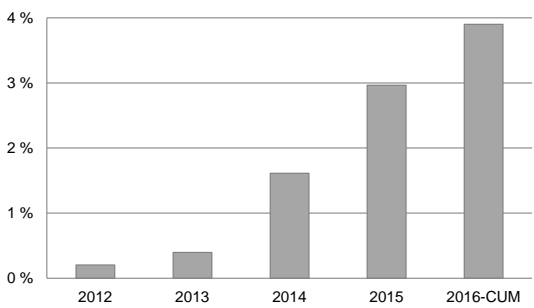
ISBN 978-1-4605-0526-7



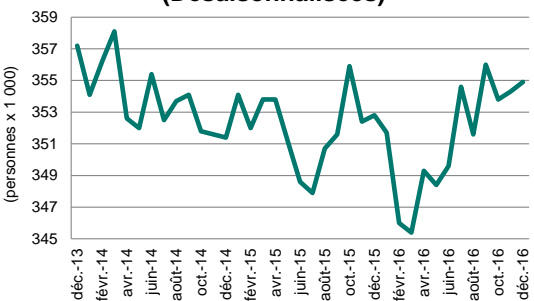
Pensez à recycler!

Compte rendu économique de 2016

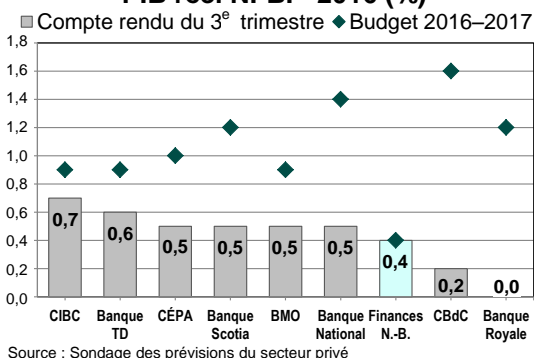
Salaires et traitements, croissance annuelle



Emploi (Désaisonnalisées)



PIB réel N.-B. - 2016 (%)



Perspectives économiques du Nouveau-Brunswick

	2014	2015	2016
PIB réel	-0,1	2,3	0,4P
Dépenses de consommation finale des ménages	3,5	2,1	2,7P
Revenu primaire des ménages	2,9	3,0	3,1P
Emploi	-0,2	-0,6	-0,1
Taux de chômage (%)	9,9	9,8	9,5
Indice des prix à la consommation	1,5	0,5	2,2

Sources : Statistique Canada, Ministère des Finances du N.-B.
P = Prévisions

Variation en % sauf indication contraire

Basée sur les données disponibles dès le 20 janvier 2017

- Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit une croissance économique mondiale de 3,1 % en 2016, une prévision qui est inchangée par rapport à sa prévision précédente. Les perspectives sont donc discrètes pour les économies avancées, à la suite du Brexit et d'une croissance plus faible que prévu aux États-Unis.
- Le PIB réel des États-Unis a augmenté à un taux annuel de 3,5 % au cours du troisième trimestre de 2016, tandis que le FMI a maintenu ses prévisions de 1,6 % en matière de croissance pour toute l'année.
- La Banque du Canada a fait passer à 1,3 % ses perspectives de croissance pour le Canada en 2016, lesquelles se chiffraient à 1,1 % en octobre, ce qui traduit une légère croissance des exportations.
- Le ministère des Finances prévoit que le PIB réel du Nouveau-Brunswick connaîtra une croissance de 0,4 % en 2016, ce qui est inchangé par rapport au budget et conforme au consensus des prévisionnistes du secteur privé.
- En général, l'économie du Nouveau-Brunswick s'est portée comme prévu. L'activité économique s'est appuyée sur une solide croissance des revenus, une augmentation de la consommation ménagère et la force des secteurs primaires et du secteur touristique du Nouveau-Brunswick.
- Les salaires et les traitements ont augmenté de 3,9 % depuis le début de l'année. Cette augmentation est supérieure au taux de croissance national qui est de 2,3 %.
- Les dépenses de consommation sont solides, et les ventes au détail ont augmenté de 3,2 % en 2016.
- À compter du 1^{er} juillet 2016, la population du Nouveau-Brunswick s'élevait à 756 780 habitants. Il s'agit d'une augmentation de 0,3 % par rapport à juillet de l'année dernière, et cette augmentation est en grande partie attribuable à la hausse de l'immigration.
- La croissance de l'emploi dans la province a stagné en 2016, en raison de la faiblesse des premiers mois, qui était attribuable en partie à la fermeture de la mine de potasse et qui a été compensée par le renforcement du marché du travail au cours des six derniers mois de l'année.

- De janvier à novembre, les exportations de produits de la province étaient toujours basses (-13,1 %) par rapport à l'année dernière. Les répercussions de la fermeture de la mine de potasse et le faible prix des produits de base sont évidents, car le prix des minerais et des minéraux non métalliques (-68,1 %) et des produits énergétiques (-31,1 %) ont baissé.

Compte rendu de la révision stratégique des programmes

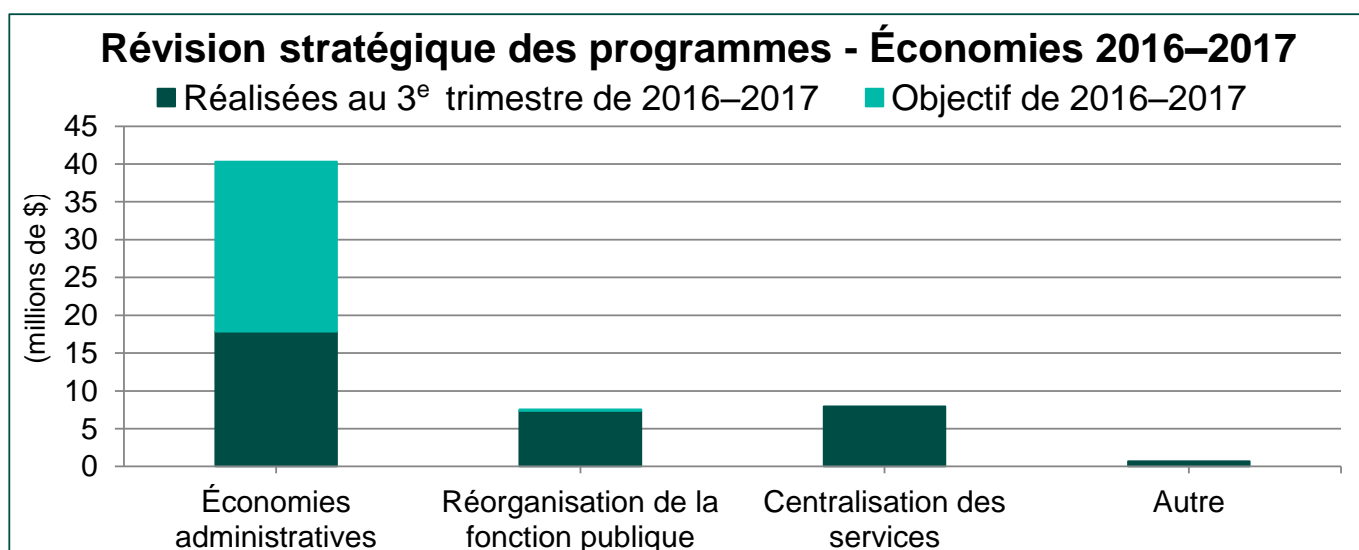
- La Révision stratégique des programmes (RSP) était un processus inclusif et transparent grâce auquel nous avons sollicité les commentaires du public afin d'aider à trouver les économies et les recettes dans le but d'éliminer le déficit de la province. La révision a commencé par un examen interne du gouvernement au cours duquel les efforts suivants ont été déployés : réduction du nombre de sous-ministres de 30 pour cent; centralisation de certains services gouvernementaux; et réduction des frais de déplacement. Des économies de plus de 115 millions de dollars ont été trouvées dans le Budget 2015–2016.
- Dans le budget de 2016–2017, des économies supplémentaires de 181 millions de dollars à réaliser au cours des cinq prochaines années ont été annoncées. D'après l'information du troisième trimestre, les économies prévues pour 2016–2017 seront environ 52 millions de dollars. D'autres économies relevées dans le cadre de la Révision stratégique des programmes seront réalisées au fur et à mesure que les projets sont mis en œuvre.
- Au troisième trimestre, nous sommes sur la bonne voie pour réaliser 99,5 pour cent des économies annuelles de 52,6 millions de dollars que nous visons pour l'exercice financier 2016–2017.
- Les honoraires qui ont été versés aux experts-conseils pour la planification et l'exécution de la révision stratégique des programmes ont été comptabilisés. Le gouvernement a versé en tout 1 million de dollars à des experts-conseils de MC Business Solutions (882 223 \$) et de Brigus Consulting (125 045 \$) afin de réaliser des économies de 296 millions de dollars, ce qui donne un taux de rendement de l'investissement de 296:1.
- Au cours du quatrième trimestre de 2016–2017 et du premier trimestre de 2017–2018, la mise en œuvre de l'une des initiatives d'envergure de la révision stratégique des programmes commencera. Le gouvernement a déclaré au printemps 2015 que l'une des premières initiatives de la révision stratégique des programmes serait l'externalisation de la gestion des services d'entretien ménager, des services de portier et des services alimentaires dans les hôpitaux. L'initiative s'inscrit dans le prolongement des travaux amorcés par le gouvernement précédent et, après la planification et la négociation, elle sera bientôt mise en œuvre. Il en résultera une amélioration de la qualité des services dans les hôpitaux, mais aussi une perte d'emplois dans des hôpitaux, à mesure que de nouveaux modes de prestation des services sont adoptés.
- Les gains d'efficience au chapitre de l'administration et la centralisation des services se poursuivent, et il a ainsi été possible de trouver des économies supplémentaires de 7 millions de dollars durant le troisième trimestre par rapport au deuxième trimestre de 2016–2017.
- Une fois pleinement mise en œuvre, la Révision stratégique des programmes rapportera 296 millions de dollars en réduction des dépenses et 293 millions de dollars en mesures productrices de recettes.

Révision stratégique des programmes – en chiffres :

	<u>Économies</u>	<u>Recettes</u>
Annoncées dans le Budget 2015–2016	115 millions de dollars	57 millions de dollars
Annoncées dans le Budget 2016–2017	181 millions de dollars	236 millions de dollars
Total des économies et des recettes réalisées dans le cadre de la RSP d'ici 2020	296 millions de dollars	293 millions de dollars
Total général – RSP	589 millions de dollars	

Révision stratégique des programmes – Prévisions du troisième trimestre (en milliers de dollars)

Initiatives axées sur les économies	Réalisations jusqu'à maintenant (2016–2017)	Objectif pour 2016–2017	Prévisions pour 2016–2017	Objectif pour 2020–2021	Prévisions pour 2020–2021
Économies (2015–2016)	115 200 \$	- \$	- \$	115 200 \$	115 200 \$
Économies administratives	17 850 \$	40 317 \$	34 374 \$	102 145 \$	102 145 \$
Réorganisation de la fonction publique	7 362 \$	7 544 \$	9 017 \$	24 959 \$	24 959 \$
Centralisation des services	7 950 \$	4 124 \$	8 260 \$	52 125 \$	52 125 \$
Autre	715 \$	639 \$	715 \$	1 262 \$	1 262 \$
Total	149 077 \$	52 624 \$	52 366 \$	295 691 \$	295 691 \$



- Économies administratives** : Voici certains des projets : administration du mandat fiscal municipal (2 millions de dollars), élimination du partage des recettes municipales provenant des amendes (1,5 million de dollars), normalisation des processus budgétaires (1,4 million de dollars) et conformité avec la politique de jours-lits vacants (800 000 \$). Grâce à des gains d'efficacité généraux réalisés au chapitre de l'administration, au moyen de mesures qui ont permis d'avoir le nombre idéal de lignes téléphoniques, d'ordinateurs et d'abonnements, et grâce à l'amélioration continue des processus, des économies de 12,2 millions de dollars ont été générées.
- Réorganisation de la fonction publique** : Voici certains des projets : réforme du ministère des Transports et de l'Infrastructure (4,9 millions de dollars) et redimensionnement de la fonction publique, notamment au moyen de la combinaison de postes et de l'élimination des postes qui n'étaient pas nécessaires (2,4 millions de dollars).
- Centralisation des services** : Voici certains des projets : centralisation des services communs au sein de Service Nouveau-Brunswick (7,2 millions de dollars), centralisation des services du registre foncier (400 000 \$) et des services des ressources humaines (300 000 \$).
- Autres** : Voici certains des projets : fermetures de centre d'information aux visiteurs (195 000 \$) et application des lois sur les véhicules hors route (150 000 \$).

Compte rendu financier de 2016–2017

D'après l'information du troisième trimestre, un déficit de 331,1 millions de dollars est envisagé pour 2016–2017. Il s'agit d'une amélioration de 16 millions par rapport au déficit budgété de 347 millions. Si la réserve pour éventualités n'est pas nécessaire, le déficit se chiffrera à 231,1 millions de dollars.

Bilan financier du troisième trimestre			
(en milliers de dollars)	Budget de 2016–2017	Prévision du troisième trimestre de 2016–2017	Écart par rapport au budget
Recettes	8 718 765	8 744 360	25 595
Dépenses	8 965 789	8 975 420	9 631
Réserve pour éventualités	(100 000)	(100 000)	0
Excédent (Déficit)	(347 024)	(331 060)	15 964

Selon les prévisions, la dette nette augmentera de 437,8 millions de dollars, soit une baisse de 30,7 millions de dollars par rapport au budget. La dette nette devrait atteindre 14,097 millions de dollars d'ici le 31 mars 2017. Si la réserve pour éventualités n'est pas nécessaire, la dette nette sera de 13,997 millions de dollars.

Le budget de 2017–2018 éliminera la réserve pour éventualités et tiendra compte du fait que les foyers de soins ont été consolidés dans les états financiers de la province. Toutefois, pour respecter le budget de 2016–2017 et pour maintenir le parallèle avec ce dernier, les chiffres révisés des recettes et des dépenses du budget de 2016–2017 qui sont présentés dans le présent rapport ne tiennent pas compte de la consolidation des foyers de soins. Lorsque les changements seront pris en compte, le déficit prévu pour 2016–2017 sera de 231,1 millions de dollars et la dette nette prévue sera de 13,997 millions de dollars.

Recettes :

Les recettes dépassent de 25,6 millions de dollars la somme prévue au budget. Les écarts importants sont notamment les suivants :

- Les recettes tirées de l'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 54 millions de dollars par rapport au budget en raison de paiements en cours d'exercice plus élevés que prévu et d'un redressement positif important affecté aux années antérieures pour l'année d'imposition 2015.
- Les subventions conditionnelles ont augmenté de 43,9 millions de dollars en raison de recouvrements plus élevés que prévu au titre de divers programmes financés par le gouvernement fédéral, y compris le Programme d'aide financière en cas de catastrophe.
- Les recettes au titre de l'organisme de service spécial sont en hausse de 19,5 millions de dollars en raison de la nouvelle aide financière du gouvernement fédéral pour le Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires et le Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées.

- Les recettes diverses sont en hausse de 15,1 millions de dollars, principalement en raison de l'harmonisation des recettes de la vente de biens et de services et d'autres comptes divers dans les ministères.
- Les recettes tirées des redevances ont augmenté de 9,9 millions de dollars en raison de l'augmentation des estimations visant les redevances sur le bois d'œuvre.
- Le compte à but spécial a augmenté de 7,5 millions de dollars, surtout grâce aux dons et aux fonds que les écoles secondaires ont recueillis.
- Les recettes des loteries et des jeux sont en hausse de 7 millions de dollars, surtout en raison des excellents résultats de fin d'exercice en 2015–2016, ce qui donne des recettes plus élevées que prévu en 2016–2017.
- Les recettes provenant de la taxe de vente harmonisée (TVH) ont baissé de 86,2 millions de dollars en raison de redressements négatifs importants affectés aux exercices antérieurs visant la période de 2011 à 2015 qui sont attribuables à la réduction des estimations du gouvernement fédéral visant les sommes nationales mises en commun sur lesquelles les paiements sont basés et au marché de l'habitation solide de l'Ontario, qui réduit la part de la TVH que reçoivent les autres provinces.
- Le rendement des investissements accuse un recul de 37,5 millions de dollars, principalement en raison de la baisse des recettes nettes prévues pour Énergie NB. Cette situation est surtout attribuable à la baisse des ventes à l'exportation, à une perte de consommation de la part des industries dans la province et aux investissements supplémentaires dans l'entretien préventif de la centrale de Point Lepreau.
- La vente de biens et de services a chuté de 12,5 millions de dollars en raison de la fin des activités de la Société de gestion des placements du Nouveau-Brunswick et en raison de la réaffectation des recettes à la catégorie des recettes diverses, et de la baisse des recettes provenant des frais, des droits de scolarité et de la formation dans les collèges communautaires.
- Les recettes de l'impôt foncier provincial ont baissé de 11,2 millions de dollars, surtout parce que l'assiette fiscale est moins large que prévu.

Charges :

Il est prévu que la somme totale des dépenses dépassera les prévisions budgétaires de 9,6 millions de dollars. Les écarts importants sont notamment les suivants :

- Éducation et Développement de la petite enfance (3,3 millions de dollars de plus que prévu) : surtout attribuable aux dépenses plus élevées que celles prévues au budget dans les districts scolaires qui ont accueilli des élèves de la Syrie.
- Gouvernement général (47 millions de dollars de moins que prévu) : principalement attribuable aux dépenses moins élevées que prévu visant les régimes de retraite légiférés, à l'accumulation de prestations de retraite, aux subventions et aux programmes d'allocations supplémentaires associés aux avantages d'allocation de retraite, ainsi qu'à des fonds gérés centralement inférieurs aux sommes prévues au budget.
- Santé (21,1 millions de dollars de plus que prévu) : attribuable en grande partie aux dépenses plus élevées que prévu visant le régime d'assurance-maladie.

- Justice et Sécurité publique (3 millions de dollars de plus que prévu) : principalement attribuable aux charges supérieures aux prévisions budgétaires au titre du Programme d'aide financière en cas de catastrophe pour des tempêtes et des inondations. Ces charges sont compensées en partie par des recouvrements accrus auprès du gouvernement fédéral.
- Autres organismes (16,3 millions de dollars de moins que prévu) : attribuable à des dépenses inférieures à celles prévues au budget pour les diverses entités consolidées.
- Éducation postsecondaire, Formation et Travail (4,7 millions de dollars de plus que prévu) : principalement attribuable à des dépenses supplémentaires pour des programmes d'emploi, liées à une augmentation du financement du gouvernement fédéral, et pour la Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes.
- Société de développement régional (22,2 millions de dollars de plus que prévu) : le dépassement est attribuable à l'accélération du financement de projets dans le cadre de diverses initiatives.
- Service de la dette publique (5 millions de dollars de moins que prévu) : attribuable aux taux d'intérêt plus bas que prévu et au calendrier de l'émission de titres de créance.
- Développement social (4 millions de dollars de plus que prévu) : principalement attribuable à l'augmentation des coûts du programme des services de logement associés à la nouvelle entente fédérale-provinciale de financement de l'infrastructure sociale.
- Transports et Infrastructure (2,7 millions de dollars de plus que prévu) : principalement attribuable aux coûts plus élevés que prévu associés au projet de la radiocommunication, à Travail sécuritaire NB et à l'entretien durant l'été.
- Compte de capital (9,8 millions de dollars de moins que prévu) : attribuable aux charges moins élevées que prévu au compte de capital du ministère des Transports et de l'Infrastructure et de celui de la Société de développement régional.
- Organisme de service spécial (14,5 millions de dollars de plus que prévu) : principalement attribuable aux coûts associés au Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées des gouvernements provincial et fédéral et du Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires de la Société de développement régional ainsi qu'à une augmentation des coûts au titre de l'Agence de gestion des véhicules du ministère des Transports et de l'Infrastructure.

PROVINCE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
COMPTE RENDU FINANCIER
Milliers
\$

	2016–2017 Budget	2016–2017 Prévisions du 2^e trimestre	2016–2017 Prévisions du 3^e trimestre	Écart par rapport au budget
Recettes				
Compte ordinaire.....	8 354 502	8 362 531	8 347 461	(7 041)
Compte de capital.....	32 680	36 458	36 193	3 513
Compte à but spécial.....	76 101	76 031	83 587	7 486
Organismes de services spéciaux.....	65 282	79 403	84 819	19 537
Gains du fonds d'amortissement.....	190 200	190 200	192 300	2 100
Recettes totales.....	8 718 765	8 744 623	8 744 360	25 595
Charges				
Compte ordinaire.....	8 261 450	8 263 372	8 254 509	(6 941)
Compte de capital.....	122 649	109 089	112 864	(9 785)
Compte à but spécial.....	87 265	88 539	95 993	8 728
Organismes de services spéciaux.....	59 239	78 132	73 698	14 459
Amortissement d'immobilisations corporelles.....	435 186	437 049	438 356	3 170
Charges totales.....	8 965 789	8 976 181	8 975 420	9 631
Réserve pour éventualités	(100 000)	(100 000)	(100 000)	0
Excédent (Déficit).....	<u>(347 024)</u>	<u>(331 558)</u>	<u>(331 060)</u>	<u>15 964</u>

Si la réserve pour éventualités n'est pas nécessaire, d'après les prévisions du troisième trimestre, le déficit se chiffrera à 231,1 millions de dollars.

L'ÉVOLUTION DE LA DETTE NETTE
Milliers
\$

	2016–2017 Budget	2016–2017 Prévisions du 2 ^e trimestre	2016–2017 Prévisions du 3 ^e trimestre	Écart par rapport au budget
Dettes nettes - Début de l'exercice.....	(12 989 898)	(13 659 580)	(13 659 580)	(669 682)
Changements durant l'exercice				
Excédent (Déficit).....	(347 024)	(331 558)	(331 060)	15 964
Investissement dans les immobilisations corporelles.....	(556 661)	(551 292)	(545 122)	11 539
Amortissement d'immobilisations corporelles.....	<u>435 186</u>	<u>437 049</u>	<u>438 356</u>	<u>3 170</u>
(Augmentation) Diminution de la dette nette.....	(468 499)	(445 801)	(437 826)	30 673
Dettes nettes - Fin de l'exercice.....	<u>(13 458 397)</u>	<u>(14 105 381)</u>	<u>(14 097 406)</u>	<u>(639 009)</u>

Si la réserve pour éventualités n'est pas nécessaire, d'après les prévisions du troisième trimestre, la dette nette se chiffrera à 13 997 millions de dollars.

Au deuxième trimestre, la dette nette au début de l'exercice a été mise à jour afin de tenir compte de la dette nette en fin d'exercice qui a été publiée dans les états financiers consolidés de 2015–2016 (Comptes publics – Volume I).

ANNEXE A

RECETTES AU COMPTE ORDINAIRE SELON LA PROVENANCE

Milliers

\$

	2016–2017 Budget	2016–2017 Prévisions du 2 ^e trimestre	2016–2017 Prévisions du 3 ^e trimestre	Écart par rapport au budget
Taxes et impôts				
Impôt sur le revenu des particuliers.....	1 632 000	1 627 000	1 636 000	4 000
Impôt sur le revenu des corporations.....	276 200	279 600	330 200	54 000
Taxe sur les minéraux métalliques.....	0	200	700	700
Impôt foncier provincial.....	514 688	506 000	503 500	(11 188)
Taxe de vente harmonisée : déduction faite du crédit...	1 335 600	1 335 600	1 249 400	(86 200)
Taxe sur l'essence et les carburants.....	288 000	288 000	288 000	0
Taxe sur le tabac.....	153 500	158 500	158 000	4 500
Taxe sur le pari mutuel.....	420	420	420	0
Taxe sur les primes d'assurance.....	54 000	54 000	54 100	100
Taxe sur le transfert de biens réels.....	23 000	23 000	23 000	0
Taxe sur le capital des corporations financières.....	27 000	27 000	27 000	0
Pénalités et intérêts.....	13 000	11 000	13 000	0
Total partiel - taxes et impôts.....	4 317 408	4 310 320	4 283 320	(34 088)
Produits de placements.....	303 686	254 481	266 190	(37 496)
Licences et permis.....	150 604	150 306	151 139	535
Vente de biens et services.....	334 610	330 914	322 066	(12 544)
Recettes des loteries et des jeux.....	144 800	150 800	151 800	7 000
Redevances.....	70 430	70 035	80 352	9 922
Amendes et intérêts de pénalités.....	10 724	10 740	8 256	(2 468)
Recettes diverses.....	72 362	85 495	87 473	15 111
Total - Recettes de provenance interne.....	5 404 624	5 363 091	5 350 596	(54 028)
Subventions inconditionnelles – Canada				
Paiements de péréquation.....	1 708 400	1 708 400	1 708 400	0
Transfert canadien en matière de santé.....	753 900	753 500	753 500	(400)
Transfert canadien en matière de programmes sociaux.....	279 000	278 700	278 700	(300)
Autres.....	1 866	1 866	1 866	0
Total partiel - subventions inconditionnelles – Canada.....	2 743 166	2 742 466	2 742 466	(700)
Subventions conditionnelles – Canada.....	216 936	266 695	260 823	43 887
Total – Subventions du Canada.....	2 960 102	3 009 161	3 003 289	43 187
Total partiel.....	8 364 726	8 372 252	8 353 885	(10 841)
Opérations intercomptes.....	(10 224)	(9 721)	(6 424)	3 800
Recettes au compte ordinaire.....	8 354 502	8 362 531	8 347 461	(7 041)

ANNEXE B

CHARGES AU COMPTE ORDINAIRE

Milliers

\$

	2016–2017 Budget*	2016–2017 Prévisions du 2 ^e trimestre	2016–2017 Prévisions du 3 ^e trimestre	Écart par rapport au budget	%
MINISTÈRE					
Agriculture, Aquaculture et Pêches.....	37 209	36 970	36 970	(239)	-0,6 %
Assemblée législative.....	26 030	26 456	26 516	486	1,9 %
Autres organismes.....	263 594	260 836	247 334	(16 260)	-6,2 %
Bureau du Conseil exécutif.....	11 950	11 900	11 950	0	0,0 %
Cabinet du premier ministre.....	1 598	1 598	1 598	0	0,0 %
Cabinet du procureur général.....	17 641	17 991	17 641	0	0,0 %
Conseil du Trésor.....	15 809	15 718	15 489	(320)	-2,0 %
Développement de l'énergie et des ressources....	100 016	99 676	99 676	(340)	-0,3 %
Développement social.....	1 164 423	1 171 794	1 168 414	3 991	0,3 %
Éducation et Développement de la petite enfance.....	1 137 886	1 137 886	1 141 146	3 260	0,3 %
Éducation postsecondaire, Formation et Travail...	609 985	612 985	614 671	4 686	0,8 %
Environnement et Gouvernements locaux.....	138 481	138 861	138 879	398	0,3 %
Finances.....	12 503	12 503	12 503	0	0,0 %
Gouvernement général.....	782 018	761 664	734 993	(47 025)	-6,0 %
Justice et Sécurité publique.....	224 141	226 800	227 112	2 971	1,3 %
Opportunités Nouveau-Brunswick.....	46 492	48 482	45 865	(627)	-1,3 %
Santé.....	2 580 772	2 590 754	2 601 840	21 068	0,8 %
Service de la dette publique.....	700 000	700 000	695 000	(5 000)	-0,7 %
Société de développement régional.....	79 922	79 922	102 147	22 225	27,8 %
Tourisme, Patrimoine et Culture.....	51 514	52 504	52 504	990	1,9 %
Transports et Infrastructure.....	292 900	295 250	295 550	2 650	0,9 %
Total partiel.....	8 294 884	8 300 550	8 287 798	(7 086)	-0,1 %
Investissement dans les immobilisations corporelles.....	(23 210)	(27 457)	(26 865)	(3 655)	15,7 %
Opérations intercomptes.....	(10 224)	(9 721)	(6 424)	3 800	-37,2 %
Charges au compte ordinaire.....	8 261 450	8 263 372	8 254 509	(6 941)	-0,1 %

*Le budget de 2016–2017 a été redressé en fonction de la réorganisation du gouvernement.

ANNEXE C

DÉPENSES EN CAPITAL

Milliers

\$

	2016–2017 Budget*	2016–2017 Prévisions du 2 ^e trimestre	2016–2017 Prévisions du 3 ^e trimestre	Écart par rapport au budget
Investissements en capital ordinaires				
Agriculture, Aquaculture et Pêches.....	500	531	531	31
Assemblée législative.....	450	321	321	(129)
Éducation et Développement de la petite enfance.....	65 022	57 234	57 131	(7 891)
Éducation postsecondaire, Formation et Travail.....	5 895	5 895	5 830	(65)
Environnement et Gouvernements locaux.....	1 000	1 000	1 000	0
Justice et Sécurité publique.....	0	33	(1 146)	(1 146)
Santé.....	70 100	61 582	61 689	(8 411)
Service Nouveau-Brunswick.....	3 411	3 411	3 411	0
Société de développement régional.....	2 707	2 707	2 707	0
Tourisme, Patrimoine et Culture.....	1 000	1 000	1 000	0
Transports et Infrastructure.....	367 250	372 953	370 046	2 796
Investissements en capital ordinaires.....	517 335	506 667	502 520	(14 815)
Initiative en matière d'infrastructure stratégique				
Agriculture, Aquaculture et Pêches.....	1 000	1 000	1 000	0
Assemblée législative.....	335	464	464	129
Éducation et Développement de la petite enfance.....	41 085	39 135	41 016	(69)
Santé.....	2 000	528	511	(1 489)
Société de développement régional.....	44 500	37 479	37 986	(6 514)
Tourisme, Patrimoine et Culture.....	1 295	1 295	1 295	0
Transports et Infrastructure.....	35 210	33 016	32 989	(2 221)
Projets visant les améliorations écoénergétiques et l'énergie renouvelable.....	13 340	13 340	13 340	0
Initiative en matière d'infrastructure stratégique.....	138 765	126 257	128 601	(10 164)
Total - Dépenses en capital.....	656 100	632 924	631 121	(24 979)
Investissement dans les immobilisations corporelles.....	(533 451)	(523 835)	(518 257)	15 194
Dépenses au compte de capital.....	122 649	109 089	112 864	(9 785)

*Le budget de 2016–2017 a été redressé en fonction de la réorganisation du gouvernement.